



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2025/ICPE/009
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
EARL BODIGUEL Le Sutz à Auessac**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles et de porcs ;

VU le code de l'environnement et notamment le livre V de la partie législative et réglementaire relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement en particulier ses articles L.181-1, L.181-2, L.18-3, L.181-14, R.181-46, L.512-7-2, 122-2 et son annexe ;

VU le code des relations avec le public et l'administration ;

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté 2018 n°408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1998 autorisant Monsieur BODIGUEL à exploiter un élevage de 64800 animaux équivalents de plus d'un mois au lieu-dit « Le Sutz » sur la commune d'AVESSAC;

VU la notification délivrée en date du 3 février 2014 à Monsieur BODIGUEL Patrick afin de poursuivre au bénéfice de l'antériorité le fonctionnement de son élevage pour un effectif de 76325 emplacements de volailles au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des ICPE ;

VU le rapport d'instruction en date du 4 janvier 2021, relatif au réexamen de l'élevage IED prenant acte des engagements pris par l'exploitant au sujet des conditions de fonctionnement de son élevage situé au lieu-dit « Le Sutz » sur la commune d'AVESSAC;

VU les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 février 2021 suite à l'inspection réalisée sur place le 11 décembre 2020 par le service d'inspection des Installations Classées de la DDPP44 ;

VU la transmission en date 12 juillet 2021 par l'exploitant du plan des actions correctives étayé réalisées par l'exploitant conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 février 2021 ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 21 décembre 2021 annexée au dossier communiqué le 12 janvier 2022 indiquant la reprise de l'élevage par l'EARL BODIGUEL ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par l'EARL BODIGUEL en date du 12 janvier 2022, concernant le remplacement des prêteurs de terres de l'installation classée en autorisation par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1998 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2022 ;

VU l'arrêté de levée de mise en demeure du 17 janvier 2025 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant pour observation par courrier en date du 15 janvier 2025 ;

VU le courriel de réponse le l'exploitant en date du 5 février 2025 ;

Considérant que le plan d'épandage d'une superficie de 483,98 ha de SAU répartis chez deux prêteurs de terres permet la valorisation d'une quantité maximale de 11506 unités d'azote et 9119 unités de phosphore générés par l'activité de l'élevage en tenant compte de la capacité exportatrice des cultures ;

Considérant que l'étude agro-pédologique et environnementale du nouveau parcellaire induit le retrait de nouvelles parcelles inaptées à l'épandage des effluents en provenance de l'EARL BODIGEL;

Considérant que le projet doit permettre l'actualisation du plan de gestion des déjections d'un élevage de volailles régulièrement autorisé et situé au lieu-dit « Le Sutz » à AVESSAC, sans modification de l'effectif maximal de 76325 emplacements en présence simultanée :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 ;

- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, suite au retrait des parcelles identifiées à l'intérieur des périmètres suivants :
 - en zone Natura 2000 (Marais de la Vilaine) ;
 - à l'intérieur du périmètre rapproché complémentaire du captage d'eau potable de MASSERAC ;
 - à l'intérieur d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES MODIFICATIONS

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL BODIGUEL, dont le siège social est situé au lieu-dit « 12, Le Sutz » à AVESSAC (44460), est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'un élevage de volailles d'une capacité maximale de 76325 emplacements à la même adresse.

Article 1.1.2 : Modifications et compléments apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1998 sont remplacées et complétées par celles du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A, E ou D*	Rubriques ICPE	
3660-a	A*	Élevage intensif de volailles : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	76325 emplacements
4718-2-b	DC**	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	6,8T (4x1,7T)

(* A : autorisation, DC** : déclaration avec contrôle périodique)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
AVESSAC	volailles	YR	15, 67, 68

Article 1.2.3 : Consistance des installations autorisées

Les installations citées à l'article 1.2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation l'établissement annexé au présent arrêté.

Le tiers le plus proche est situé à plus de 140 mètres des bâtiments d'élevage.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE MODIFICATION D'UNE INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (voir plan annexe). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf force majeure.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations d'élevage avicole, à leur mode d'exploitation ou au voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 : Transfert vers un autre établissement

Tout transfert sur un autre établissement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.3 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.4 : Cessation d'activité

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état dans les conditions prévues dans le cadre de la demande de modification.

L'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt définitif trois mois au moins avant celui-ci conformément aux dispositions prévues par les articles R.512-39-1 à R.512-39-6. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation des produits dangereux, et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un état d'usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3.

CHAPITRE 1.6 – RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, le code rural et de la pêche maritime. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.7 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.7.1 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 07/01/03 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4718 de la nomenclature des installations classées ;
- conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues du BREF élevage intensif conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/03/21 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques nos 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.7.2 : Meilleures techniques disponibles

L'exploitant met en œuvre sur son site d'élevage les meilleures techniques disponibles conformément aux éléments du dossier de réexamen aux engagements pris lors de l'instruction finale en date du 4 janvier 2021.

Suite au réexamen du fonctionnement de l'installation classée, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement et de la collecte des eaux résiduelles et de lavage en provenance des deux sas d'entrée des deux bâtiments d'élevage dans une fosse dédiée pour cet usage.

L'exploitant s'assure de l'entretien régulier de ce dispositif.

Article 1.7.3 : Compléments, renforcement de prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du titre 2 « prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 : COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, les prescriptions générales aux installations sont complétées par les articles 2.1.1 à 2.1.7 ci-après.

Article 2.1.1 : Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents et leur accumulation sur l'établissement.

Ces déchets seront triés et acheminés vers des filières de récupération dédiées et habilitées.

Article 2.1.2 : Protection contre l'incendie :

Défense extérieure :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (poteau) public implanté au plus à 170 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. L'exploitant tient à la disposition du service des installations classées la justification du débit du poteau incendie de 60m³/h.

Défense intérieure :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2.1.3 : Gestion de l'ambiance des bâtiments d'élevages

L'exploitant prend les dispositions pour assurer une ventilation correcte dans les poulaillers lors de la présence des animaux afin de garantir une bonne ambiance dans les bâtiments.

L'exploitant veille en permanence à l'absence de fuite d'eau sur les litières et s'assure de la qualité d'un paillage de qualité.

Un nettoyage et dépoussiérage complet des dispositifs de ventilation le cas échéant est réalisé à chaque fin de lot.

Le lavage des murs et plafonds est effectué pendant les périodes de vide sanitaire.

Article 2.1.4 : Stockage des cadavres

Les cadavres de volailles sont ramassés quotidiennement et stockés dans un équipement réfrigéré à température négative dans l'attente de leur enlèvement par le service d'équarrissage.

Les cadavres sont entreposés à l'entrée principale du site de l'établissement dans un bac d'équarrissage fermé au maximum 24h avant leur enlèvement.

Un entretien rigoureux (nettoyage et désinfection) du bac d'équarrissage doit être mis en œuvre par l'exploitant après chaque enlèvement des cadavres afin de limiter le risque de prolifération de mouches et d'odeurs.

L'exploitant conserve les justificatifs des enlèvements de cadavres effectués, lesquels sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.

Article 2.1.5 : Gestion des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents agricoles en provenance de ses activités : (fumier, eaux souillées)

Les fumiers sont intégralement conduits en sortie des bâtiments vers la parcelle désignée pour l'épandage dans les conditions définies de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011.

Une partie des eaux de lavage (murs et plafond) en fin de lot sont collectées par les litières avant leur retrait du bâtiment.

Type d'effluents ou de déjections	Production totale	
	N	P ₂ O ₅
Fumier (395T/an)	11506 kg	9119 kg

Le stockage sur le site des litières est interdit en l'absence de fumière adaptée pour leur stockage.

La surface agricole totale du plan d'épandage est de 483,98 hectares, dont 323,48 hectares épandables.

Les effluents sont épandus chez deux prêteurs de terres ::

- le GAEC BAUTHAMY-CODET, « La Gannetais » 44460 AVESSAC (229 ha de SAU) ;
- le GAEC DES 4 VENTS, « La Courtinais » 44290 GUÉMENE PENFAO (254,95 ha de SAU) ;

Retrait de certaines parcelles chez les prêteurs de terres :

L'épandage des effluents est interdit sur les îlot culturaux suivants :

GAEC BAUTHAMY CODET	GAEC DES 4 VENTS
Ilots n° 5, 22, 29, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 231	Ilots n° 46, 47, 48, 49, 60

Des bordereaux d'enlèvement (liquides et solides) doivent être remis aux bénéficiaires après chaque opération de transfert d'effluents. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.6 : Cas particulier des effluents liquides :

L'écoulement des effluents liquides (eaux de lavage en provenance du sas sanitaire, bacs d'équarrissage) vers le milieu naturel est interdit.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Le cas échéant (périodes d'interdiction d'épandage...), les effluents liquides contenus dans les fosses dédiées sont vidangées par un vidangeur agréé.

Les justificatifs d'enlèvements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées afin de tracer la reprise des effluents liquides par un établissement habilité.

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 2.1.7 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel dans le respect du SDAGE (3D2) ou un réseau particulier.

TITRE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1. : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérécours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 3.2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3.3 : Publication de l'arrêté préfectoral

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Avessac et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Avessac, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

<<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>>

Article 3.4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le maire d'Avessac et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 11 février 2025

**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

Marc MAKHLOUF



ANNEXES

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	n21031a.xlsx
SURFACE EPANDABLE 50m :	229,03	Page 1	
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	178,93	EARL BODIGUEL	
SURFACE EPANDABLE 100 m :	78,13	12 SUTZ	
	168,94	44460 AVESSAC	

Exploitation de :
GAEC BAUTHAMY CODET
LA GANNETAIS
44460 AVESSAC

DEPT	Communes	n° Plots	Superficie Parcelle	Superficie epandable 50 m	Superficie epandable 100 m	Observation
44	aveillac	1	2,33	2,33	2,33	
		2	11,18	11,04	10,16	cours d'eau/mare/puits/tiers
		3	5,67	5,25	3,49	tiers
		4	1,64	1,63	1,24	tiers
		5	2,42	0,00	0,00	maturation2000
		9	7,67	7,67	7,67	
		11	6,19	6,19	6,19	
		12	4,55	4,31	4,31	mare
		13	15,87	15,00	12,87	cours d'eau/mare/puits/tiers
		17	14,24	10,78	9,21	cours d'eau/mare/puits/tiers/mote0
		18	14,96	14,87	14,87	mare
		19	15,62	13,01	12,91	cours d'eau/tiers
35	sainte marie	20	0,39	0,39	0,39	
44	guemene penfao	22	4,79	0,00	0,00	maturation2000
		24	8,51	8,09	7,06	cours d'eau/tiers
		25	4,81	4,81	4,81	
		26	3,50	2,66	2,66	cours d'eau
44	aveillac	29	0,20	0,00	0,00	choix technique
		31	0,70	0,70	0,70	
		35	7,51	7,51	7,51	
		36	18,70	18,70	18,70	
		37	5,58	5,58	5,58	
		38	1,56	1,56	1,03	tiers
		39	1,29	0,00	0,00	mote0
		40	0,73	0,00	0,00	choix technique
		41	6,02	0,00	0,00	maturation2000
		42	0,10	0,00	0,00	maturation2000
		43	0,44	0,00	0,00	maturation2000
		44	0,30	0,00	0,00	maturation2000
		45	8,54	8,54	8,54	
		46	0,55	0,00	0,00	choix technique/tiers/puits/mare
		50	1,16	1,16	1,16	
		51	3,06	3,06	3,06	
		52	4,19	3,60	3,60	cours d'eau
TOTAUX			184,97	158,44	150,05	

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épanachable 50 m	Superficie épanachable 100 m	Observation n21031a.xls
			184,97	158,44	150,05	REPORT
		60	8,98	6,32	5,54	cours d'eau/tiers/puits
		61	3,78	3,78	3,62	tiers
		62	6,50	6,50	6,50	
35	redon	231	20,73	0,00	0,00	natura2000
44	avessac	233	1,33	1,15	1,15	mare
		234	2,74	2,74	2,08	tiers
TOTAUX			229,03	178,93	168,94	

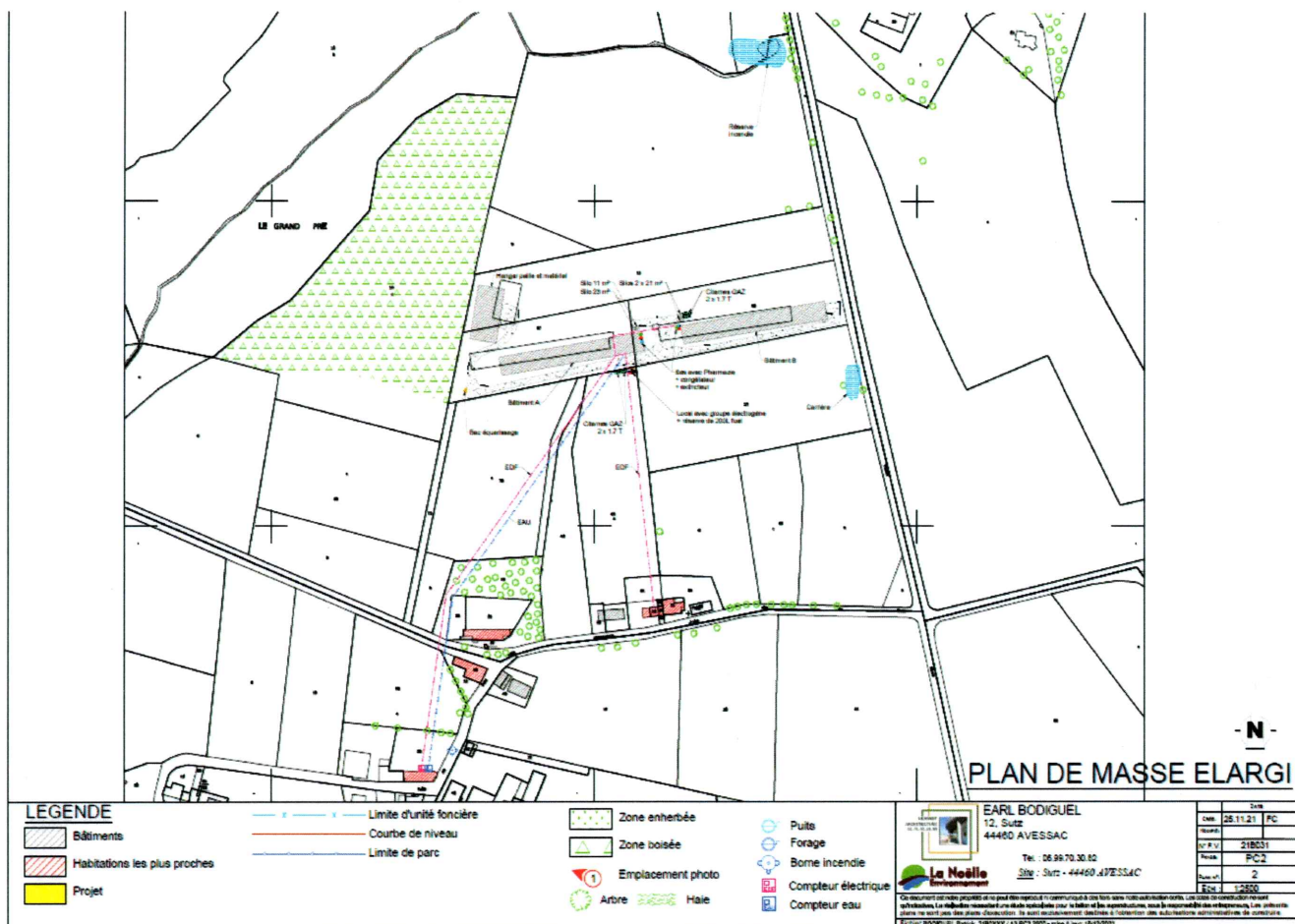
SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	
SURFACE EPANDABLE 50m :	254,95	Page 1	EARL BODIGUEL
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	220,32	12 SUTZ	
SURFACE EPANDABLE 100 m :	86,42	44460 AVESSAC	
	196,48		

n21031.xlsx

Exploitation de :
GARE DES 4 VENTS
LA COURTINAIS
44290 GUÉMENE PENFAO

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie epandable 50 m	Superficie epandable 100 m	Observation
44	Guémene penfao	1	20,37	18,63	17,62	cours d'eau/mare/puits/tiers
		2	11,73	11,60	11,60	cours d'eau
		3	4,88	4,88	4,88	
		4	3,63	3,63	3,60	tiers
		5	1,76	1,76	1,76	
		6	7,56	7,36	6,74	tiers
		7	8,03	8,03	8,03	
		8	4,44	4,03	4,03	cours d'eau
44	Conquereuil	9	9,29	9,18	8,37	tiers
		10	2,99	2,92	2,10	tiers
35	Grand Fougeray	11	1,69	1,69	1,69	
		12	27,69	25,22	23,13	mare/cours d'eau/note0/tiers
		13	2,48	2,22	1,32	tiers
		14	4,61	4,34	3,58	tiers
		15	9,01	9,01	9,01	
		16	4,35	4,07	3,27	mare/tiers
		17	3,22	2,33	1,41	mare/tiers
44	Guémene penfao	19	16,61	13,34	9,50	cours d'eau/mare/note0/tiers
		20	8,32	4,98	3,49	cours d'eau/mare/note0/tiers
		21	8,04	7,29	6,16	vergers/tiers
		22	4,21	0,50	0,50	cours d'eau/note0/mare/tiers
		24	1,22	0,93	0,36	tiers
		25	4,31	4,31	4,31	
		26	1,73	1,13	0,28	tiers
		27	3,31	2,86	2,09	tiers
		29	14,71	12,80	11,67	cours d'eau/note0/tiers
		30	4,00	3,61	3,56	mare/cours d'eau/station epuration/tiers
		31	3,63	0,00	0,00	mare/cours d'eau/note0/station epuration
		32	1,03	0,97	0,31	tiers
44	Maslevac	35	3,67	3,67	3,67	
44	Guémene penfao	39	14,70	14,25	12,38	mare/tiers
		40	2,23	2,23	2,23	
		46	1,54	0,00	0,00	Nature 2000
35	Langon	47	1,69	0,00	0,00	Nature 2000
TOTAUX			222,68	193,81	172,85	

DEPT	Communes	n° Ilot: Page	Superficie Parcelle	Superficie épardable 50 m	Superficie épardable 100 m	Observation i21031b.xlsx
			222,68	193,81	172,85	REPORT
44	Guemene penfao	48	0,85	0,00	0,00	Natura 2000
		49	1,33	0,00	0,00	Natura 2000
44	Massérac	52	3,91	3,81	3,04	tiers
44	Guemene penfao	54	3,96	3,74	3,05	tiers
		55	2,38	2,38	2,38	
		56	4,09	3,87	2,86	tiers
		57	5,69	5,69	5,66	tiers
		58	2,06	2,06	2,06	
		59	3,60	3,60	3,60	
44	Massérac	60	2,78	0,00	0,00	Natura 2000
44	Guemene penfao	62	1,62	1,36	0,98	tiers
TOTAUX			254,95	220,32	196,48	



VU pour être annexées à mon arrêté du : 11 février 2025

Châteaubriant, le 11 février 2025

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

